



Brèves économiques hebdomadaires d'Asie du Sud

Période du 14 au 20 février 2020

Le 21 février 2020

Résumé

Afghanistan : Augmentation des échanges de biens entre la France et l'Afghanistan en 2019.

Bangladesh : Le Bangladesh confirme en 2019 sa place de troisième fournisseur de la France dans la filière textile, habillement, cuir et chaussures. Japon - Les entreprises japonaises optimistes quant à leurs perspectives au Bangladesh. TIC – Une marque américaine va produire ses smartphones au Bangladesh.

Bhoutan : La valeur des exportations hydroélectriques a augmenté de 13% en glissement annuel sur l'année 2019.

Inde : *Indicateurs macroéconomiques* : Le déficit des échanges de biens se creuse en janvier. L'excédent des échanges de services s'accroît pour sa part en décembre 2019. Le solde des échanges de biens franco-indiens s'est détérioré en 2019. L'indice des prix de gros atteint un pic sur 9 mois.

Finances publiques : Le montant des subventions directes apparaît en hausse sur l'exercice actuel.

Politique monétaire et financière : Les emprunts commerciaux extérieurs s'affichent en forte hausse en 2019.

Népal : L'indice des prix à la consommation accélère à 6,8% en glissement annuel en janvier.

Pakistan : Absence d'accord entre les équipes techniques du FMI et les autorités sur la deuxième revue du programme. Hausse de l'indice de production industrielle en décembre 2019, après douze mois de recul. Réduction du déficit budgétaire à 2,3 % du PIB au premier semestre 2019/20. Progression marquée des flux nets d'IDE sur les sept premiers mois de l'exercice 2019/20. Progression des ventes de ciment sur les sept premiers mois de l'exercice 2019/20.

Sri Lanka : Contraction du déficit commercial en 2019. Baisse de 18% du nombre de touristes à Sri Lanka en 2019. Investissement de 254 M USD dans le secteur des télécommunications.

AFGHANISTAN

- **Augmentation des échanges de biens entre la France et l'Afghanistan en 2019.** Le volume des échanges bilatéraux entre les deux pays a connu sur l'année 2019 une hausse de 18 % en glissement annuel, pour s'établir à 28,6 M€. De plus, l'excédent commercial de la France a enregistré une hausse substantielle, et atteint 18,7 M€ contre 8,8 M€ en 2018.



Les exportations françaises vers l'Afghanistan ont enregistré un essor de 44 % en 2019, s'établissant à 23,6 M€. A cet égard, les catégories produits agroalimentaires et pharmaceutiques ont tiré à la hausse le niveau d'exportation français, avec des hausses respectives de 53 et 73 % (à 7,8 et 8,9 M€ respectivement, soit 70% du total). Les importations françaises ont, quant à elles, reculé sur l'année : elles atteignent 4,9 M€, soit une baisse annuelle de 36 %. Cette évolution s'explique principalement par l'orientation baissière du poste autres produits industriels, avec des ventes afghanes en baisse de 38 % à 2,5 M€ (50% du total des importations françaises depuis l'Afghanistan).

BANGLADESH

- **Le Bangladesh confirme en 2019 sa place de troisième fournisseur de la France dans la filière textile, habillement, cuir et chaussures.** En 2019, nos achats vis-à-vis du reste du monde dans cette filière se sont élevés à 40,5 Mds €, pour un déficit de 12 Mds €. Si l'Union européenne représentait encore près de 30% de nos achats (dont 12,2% pour l'Italie, 1^{er} fournisseur européen avec 4,9 Mds € et second mondial, la Chine (Hong Kong étant très marginal) restait de loin le 1^{er} fournisseur (24,3% de part de marché), devant l'Asie du sud (14%) et l'ASEAN (11,8%).

Les importations françaises dans cette filière ont progressé de 14,5% en 2019. L'an dernier, nos importations globales en provenance du Bangladesh ont progressé de 15% pour s'élever au niveau record de 3 Mds €, contre 932 M€ en 2009 et 2 Mds € en 2015 ; elle représentait l'an dernier (comme en 2009) plus de 98% des importations en provenance du Bangladesh. Dans le détail, les vêtements totalisent 92,6% de nos achats (2,8 Mds € - chapitre 14), devant les produits du cuir et chaussures (3,3% avec 97 M € - chapitre 15), et les fils et textiles (2,6% et 78 M€) ; vient ensuite l'agroalimentaire, où les conserves et préparations de poisson (crevettes congelées) représentent 26 M € ou 1%.

Le Bangladesh figure ainsi au troisième rang des pays fournisseurs toutes origines avec une part de 7,2% dans nos importations (6,6% en 2018), devant le Vietnam (5,9%) et l'Inde (4,4%). Il est également notre second déficit (-2,6 Mds €), loin derrière la Chine (-8,7 Mds €), devant le Vietnam (-2,4 Mds €) et l'Inde (-1,7 Md €), suivis par l'Italie et la Turquie.

Ces achats vont perdurer, voire s'intensifier, car les marques adhérentes de la plate-forme européenne ACCORD ont trouvé fin 2019 un accord pérenne avec les autorités locales (ministères du commerce, du travail et interprofessions BGMEA- BKMEA) sur la poursuite des inspections et audits techniques sur la sécurité bâtiment-incendie. Si beaucoup reste à faire, le niveau de qualité et de sécurité des principales usines (sur un parc de plus de 5500 ateliers) s'est sensiblement amélioré depuis la catastrophe du Rana Plaza en avril 2013, et la mise en place qui a suivi d'un dispositif de surveillance et de contrôle technique imposé par les grandes marques internationales mondiales.

En outre, le conflit commercial entre les Etats-Unis et la Chine ouvert fin 2018 devrait, par ailleurs, offrir de bonnes opportunités pour l'industrie locale, qui pourrait bénéficier de délocalisations d'entreprises chinoises, dont la compétitivité s'est érodée sur ce segment. Enfin, le libre accès au marché européen est garanti jusqu'en avril 2027 (soit trois ans de grâce après l'obtention définitive espérée en mars 2024 d'un reclassement par les Nations Unies de la catégorie PMA à celle de Pays en développement).



Importations françaises par pays fournisseur et zone géographique en 2019 de la filière Textiles, habillement, cuir et chaussures.

		Part des importations	Solde bilatéral (M€)
Total général		100%	-12 068
	Chine	24,3%	-8 683
	Hong Kong	0,2%	1 823
Total Asie du Sud		14,0%	-5 593
dont	Bangladesh	7,2%	-2 929
	Inde	4,4%	-1 698
	Pakistan	1,9%	-775
	Sri Lanka	0,5%	-182
Total ASEAN		11,8%	-3 153
dont	Vietnam	5,9%	-2 363
	Cambodge	2,4%	-981
	Thaïlande	0,6%	-151
	Myanmar	0,9%	-369
	Indonésie	1,6%	-640
Total Zone EURO		24,7%	1 905
dont	Italie	12,2%	-1 680
Total UE hors zone Euro		4,9%	2 006
Total Moyen-Orient		4,0%	-874
dont	Turquie	4,0%	-1 440
Autres Afrique	Tunisie	2,9%	-687

Source : Douanes françaises

- **Japon - Les entreprises japonaises optimistes quant à leurs perspectives au Bangladesh.** Selon une étude de la *Japan External Trade Organization (JETRO)*, le Bangladesh est le pays de la région Asie-Océanie où les entreprises japonaises sont le plus optimistes sur les perspectives de développement de leurs activités au cours des deux prochaines années, en raison de son potentiel et de sa rentabilité élevés. L'étude « *2019 JETRO Survey on Business Condition of Japanese Companies in Asia and Oceania* » portait sur un échantillon d'environ 13.000 entreprises de l'archipel.

Quelque 70% des entreprises japonaises présentes Bangladesh envisagent de développer leurs activités au cours des deux prochaines années. Il s'agit du pourcentage le plus élevé de l'étude, contre 65% en Inde ; 62% au Pakistan et 49% au Sri Lanka. Le Bangladesh est arrivé en 5^{ème} position en termes de rentabilité pour les entreprises japonaises. L'enquête a également révélé que 68,3 % des entreprises japonaises prévoient d'augmenter le nombre de leurs employés locaux au cours de l'année à venir. Les grands nombres de projets d'infrastructures à venir dans les 5 ans offrent de nombreux débouchés pour les compagnies nippones. Les points négatifs



mentionnés dans le rapport sont : les délais pour le dédouanement (le Bangladesh arrive dernier dans cette catégorie), la difficulté à trouver une main d'œuvre qualifiée et à s'approvisionner en matières premières localement. Fin 2019, environ 300 entreprises japonaises étaient en activité au Bangladesh lorsqu'elles n'étaient que près de 80 dix ans plus tôt. Le stock d'IDE s'élevait à 450 M\$. (21/02/2020)

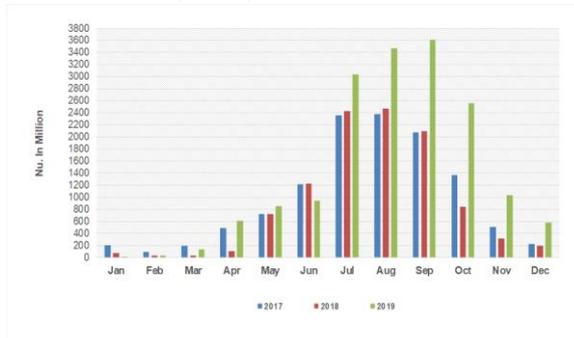
- **TIC – Une marque américaine va produire ses smartphones au Bangladesh.** L'entreprise bangladaise Walton, qui produit et vend des équipements électroniques, a annoncé qu'elle allait exporter ses smartphones aux Etats-Unis. La première livraison de ces smartphones, dont le prix unitaire public se situerait entre 100 et 200 USD, sortira de l'usine de Walton Digi-Tech Industries à Chandra, Gazipur, début mars. Les smartphones sont destinés à une marque américaine dont le nom n'a pas été rendu public. Après les États-Unis, elle prévoit d'expédier des smartphones en Europe, en Australie et dans d'autres pays développés.

Le groupe a connu une croissance forte et a rapidement gagné en expertise. Il a été le premier à implanter une usine de production de téléphones au Bangladesh, en octobre 2017. Le boom de l'assemblage fait suite à une décision du gouvernement en 2015 de réduire la taxe sur les importations d'équipements de 100 % à seulement 1 %.

Cette incitation fiscale qui commence à porter ses fruits (40% de la demande domestique est satisfaite par 9 entreprises locales) s'inscrit dans la stratégie *Digital Bangladesh*. En 2008, le Bangladesh s'est doté d'un plan de digitalisation de son économie et de ses services publics visant à accompagner sa sortie du statut de PMA en 2024. Ce plan a contribué à diffuser l'usage des téléphones cellulaires et d'internet et a favorisé l'essor de start-ups et d'entreprises des TIC. Le lancement de son premier satellite en 2018, l'inauguration d'un data centre – le 7^{ème} plus grand du monde – en 2019 et la mise en place de la 5G à l'horizon 2021 sont des étapes importantes du développement du Bangladesh. (21/02/2020).

BHOUTAN

- **La valeur des exportations hydroélectriques a augmenté de 13% en glissement annuel sur l'année 2019.** Elle s'établissait selon l'autorité monétaire (RMA) à un total de 11,9 Mds Nu (environ 150 M€), dont respectivement 4,3 Mds Nu (+ 16%) pour Chhukha, 1,4 Md Nu (+ 12%) pour Dagacchu et 5,7 Mds Nu (+ 4%) pour Tala. En outre, la hausse des exportations est tributaire de la mise en service de la centrale hydroélectrique de Mangdechhu, inauguré en août dernier en en la présence du Premier ministre indien, Narendra Modi, pour des ventes à l'étranger équivalentes à 5,4 Mds Nu.



Les ventes sur le marché intérieur ont, en outre, progressé de 5 % à 4,7 Mds Nu au cours de la période alors que la production électrique totale augmentait de 7% à 7,4 M d'unités de production. Le développement des exportations hydroélectriques constitue, pour mémoire, un

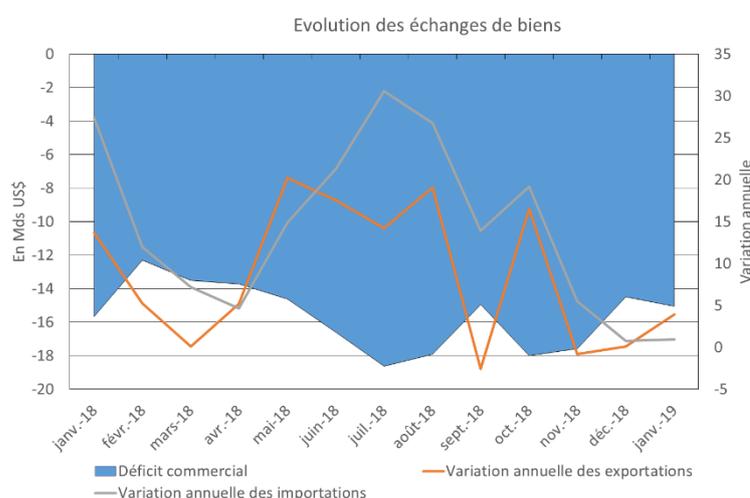


pilier central de la stratégie de développement à long terme des autorités bhoutanaises, dont l'essentiel de la dette extérieure est à ce titre concentré dans des projets de barrages.

INDE

INDICATEURS MACROECONOMIQUES

- **Le déficit des échanges de biens se creuse en janvier.** Après une contraction progressive sur le second semestre 2019 (déficit moyen de 12 Mds \$), le débours commercial indien se détériore de nouveau pour s'élever à 15,2 Mds \$ en janvier.



Le débours commercial, en rythme annuel, s'explique principalement par un relatif rebond des importations de marchandises, dont notamment des produits pétroliers. Les importations, qui s'établissent à 41,1 Mds \$ en janvier, soit un niveau égal à celui atteint un an plus tôt, apparaissent notamment tirées à la hausse par les achats de produits pétroliers. En effet, les importations d'hydrocarbures ont enregistré, en glissement annuel, une progression de 15 % pour atteindre 13 Mds \$ en janvier, alors qu'en parallèle, les importations relatives aux produits non-pétroliers ont connu un recul de 6 %, à 28 Mds \$. Alors que le prix du baril de Brent s'est affiché à la baisse (- 3 % par rapport à décembre), cette reprise des importations de produits pétroliers semble indiquer une légère reprise de la demande intérieure indienne. Enfin, les exportations de marchandises ont reculé de 4 % pour s'élever à 25 Mds \$.

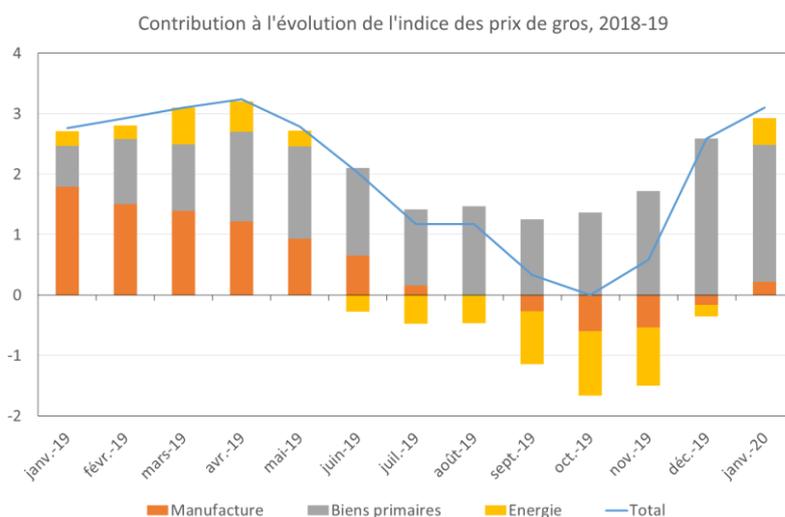
- **L'excédent des échanges de services s'accroît pour sa part en décembre 2019.** Selon les données de la Banque centrale, le solde des échanges de services s'est affiché à un niveau record de 7,5 Mds \$ en décembre, soit une hausse de 14% en rythme annuel. Les prestations à l'export ont enregistré, en glissement annuel, une hausse de 12 % à 20 Mds \$ en décembre, tandis que les importations s'établissaient pour leur part à 12,6 Mds \$, soit une progression de 10 % par rapport à décembre 2018. Sur l'année 2019, l'excédent des échanges de services s'élèverait également à un pic historique, avec un solde positif de 80 Mds \$: les exportations ont atteint 220 Mds \$ tandis que les importations se sont établies à 140 Mds \$.
- **Le solde des échanges de biens franco-indiens s'est détérioré en 2019 :** le solde des échanges affiche un déficit de 882 M€ en défaveur de la France (contre 464 M€ en 2018 et 15 M€



seulement en 2017) selon la perspective des douanes françaises, alors que le volume des échanges est resté constant (+ 0,5% à 11,6 Mds €). Les exportations françaises à destination de l'Inde ont baissé de 3% en glissement annuel à 5,4 Mds €, tandis que les importations ont crû de 4% à 6,2 Mds €.

La dégradation du solde bilatéral, est essentiellement imputable au creusement du déficit français dans la catégorie de l'habillement (+4 % à 1,8 Mds €), alors que les livraisons d'aéronefs (la moitié des exportations françaises) ont chuté de 14% à 2,5 Mds €.

- **L'indice des prix de gros atteint un pic sur 9 mois.** Il progresse de 3,1% sur le mois de janvier selon les données publiées par le ministère du Commerce et de l'Industrie, soit son plus haut niveau depuis avril 2019. Il s'agit par ailleurs du troisième mois consécutif d'accélération alors que les prix de gros avaient cru progressivement de 0,6 % en novembre à 2,6% en décembre (voir ci-dessous). A l'instar du mois précédent, les observateurs avaient anticipé ce rebond alors que l'indice des prix à la consommation a également accéléré en janvier (à 7,6% pour rappel).



Quant au dynamisme de l'indice des prix de gros, on notera que les prix alimentaires enregistrent une hausse soutenue et marquent une progression de 10 % en janvier. Après cinq mois de baisse des prix, les produits manufacturés, qui représentent les deux tiers de l'indice, ont connu une hausse de 0,3 % en janvier. Enfin, le prix de l'énergie enregistre également une reprise en janvier (+3,4 %, la première évolution positive depuis mai 2019).

FINANCES PUBLIQUES

- **Le montant des subventions directes apparaît en hausse sur l'exercice actuel.** Selon le Contrôleur et Auditeur général des comptes (CAG), le taux d'exécution des subventions directes sur l'exercice 2019-20 (avril 2019 – mars 2020) aurait déjà atteint, fin décembre 2019, 84 % de la cible fixée par la loi de finances. Le CAG révèle que le gouvernement aurait versé un montant total de subventions équivalent à 2 520 Mds ₹ (soit 35,1 Mds €), soit 84% de l'objectif annuel, à trois mois de la fin de l'exercice budgétaire. Pour rappel, le versement de subventions devrait atteindre 3 017 Mds ₹ en 2019-20, selon la loi de finances.



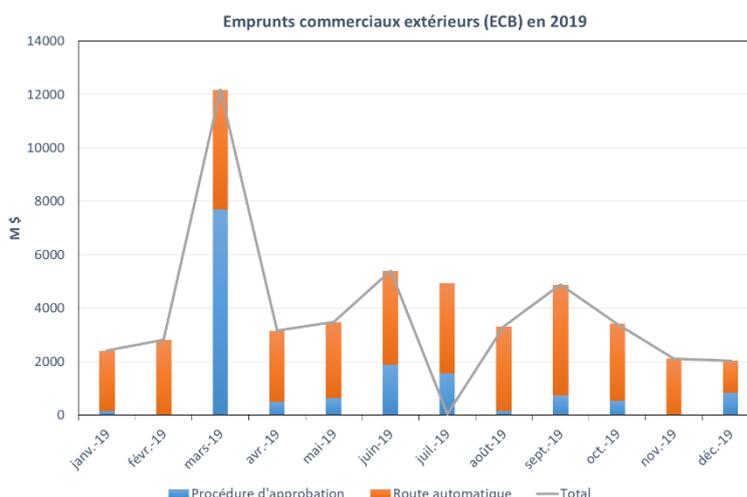
En détails, 57 % des subventions correspondent aux produits alimentaires, qui affichent un taux d'exécution de 77 % fin décembre, 31 % des subventions versées sont liées aux fertilisants (avec un taux d'exécution de 97 % fin novembre), et, enfin, 13 % des subventions sont allouées aux produits pétroliers, qui affichent un taux d'exécution de 86 % à trois mois de la fin de l'exercice budgétaire.

On notera que le Contrôleur général avait mis en exergue précédemment des manœuvres opaques du gouvernement, qui consisteraient au basculement de dépenses courantes (dont subventions) vers l'exercice suivant.

POLITIQUE MONÉTAIRE ET FINANCIÈRE

- **Les emprunts commerciaux extérieurs s'affichent en forte hausse en 2019.** Les nouveaux emprunts atteignent, selon la Banque centrale, un total de 45,3 Mds \$ en cumul (dont 35,4 Mds \$ au titre de la procédure automatique et 14,7 Mds \$ au titre de la procédure d'approbation), contre 31 Mds \$ en 2018 (dont 24 Mds \$ au titre de la procédure automatique), soit une progression annuel de 46%.

Facilitée par l'assouplissement de réglementation afférente (allègement des procédures, des conditions d'éligibilité et extension de la limite d'endettement, en vue notamment de permettre l'endettement des institutions financières non-bancaires) cette progression confirme l'intérêt des groupes indiens pour les emprunts extérieurs. Ceux-ci leur permettent en effet d'accéder à des ressources supplémentaires lors d'une année 2019 marquée par le resserrement des liquidités sur le marché intérieur. Pour rappel, près de 40% de la dette externe indienne (557,5 Mds \$, soit 20% du PIB au T3 2019) correspond aux crédits commerciaux à long terme.



Les conditions d'emprunts se sont toutefois durcies : les prêts négociés à taux fixe ont affiché un taux moyen de 12,4% sur l'année, contre 11,9% en 2018, alors que le *spread* moyen pondéré pour les emprunts à taux variable s'affiche, pour sa part, en hausse de près de 10 points de base par rapport à 2018, pour s'établir en moyenne à 143 points de base au-dessus du *LIBOR* (ou autre indice de référence) en 2019. Enfin, la maturité pondérée des ECB s'est légèrement réduite en 2019 : elle s'affichait en moyenne à 5,4 ans (avec un pic à 7,1 au mois de novembre), contre 5,5 un an plus tôt.



NEPAL

- **L'indice des prix à la consommation accélère à 6,8% en glissement annuel en janvier.** Le taux d'inflation marque un renforcement des pressions inflationnistes, et atteint un pic sur quatre mois.

Les pressions inflationnistes résultent de nouveau principalement de la variation du **prix des produits alimentaires** (44 % du poids de l'indice), dont la hausse de 10% en glissement annuel a contribué à hauteur de 4,5 points à la progression globale de l'IPC. La contribution la plus importante est le fait des légumes, qui représente 5% de l'indice des prix, et dont le prix au détail a progressé de 48% en glissement annuel. Une situation qui revêt une forte composante exogène liée à la contraction de l'offre chinoise d'ail (et le doublement du prix de ce dernier en deux semaines à 560 NPR/kilo), en lien avec l'actuelle épidémie de coronavirus en Chine. La flambée du prix de l'ail intervient après une hausse similaire du prix de l'oignon il y a quelques semaines à la suite d'une restriction des exportations par l'Inde, principal fournisseur d'oignons vers le Népal.

En outre, le **prix des biens et services non-alimentaires** (56% de l'indice consolidé) affiche également un rythme de progression soutenu en janvier : il marque un essor de 4,3% en glissement annuel et contribue, de ce fait, à hauteur de 2,4 points à la variation globale de l'IPC.

PAKISTAN

- **Absence d'accord entre les équipes techniques du FMI et les autorités sur la deuxième revue du programme.** Une délégation du Fonds s'est rendue au Pakistan du 3 au 14 février 2020 dans le cadre de la deuxième revue de la facilité élargie de crédit mise en place le 3 juillet 2019 (durée de 39 mois et montant d'environ 6 Mds USD). Le communiqué de presse ne faisant état d'aucun accord entre les équipes techniques et les autorités à l'issue de cette visite, les discussions se poursuivent à distance entre Islamabad et Washington.

Dans son communiqué de presse, le Fonds salue les progrès importants réalisés ces derniers mois en faveur de la mise en place de politiques économiques saines. Tous les critères de performances auraient été respectés, tout comme les réformes structurelles à échéance fin 2019. Les perspectives macroéconomiques à court terme demeurent globalement inchangées par rapport à celles qui prévalaient lors de la première revue du programme. La situation économique s'est stabilisée et l'activité devrait progressivement repartir à la hausse. Le déficit du compte courant s'est contracté, soutenu par le taux de change qui concorde désormais avec les fondamentaux de l'économie, et ce alors que le niveau des réserves de change continue de se renforcer plus rapidement qu'anticipé. L'inflation devrait commencer à afficher une tendance à la baisse, les services considérant que l'incidence des mouvements de dépréciation de la PKR devrait arriver à son terme et que les contraintes liées à l'approvisionnement sont jugées temporaires. Les résultats budgétaires sur le premier semestre 2019/20 sont restés solides, le Pakistan enregistrant un solde primaire positif à hauteur de 0,7 % du PIB avec une progression robuste des recettes fiscales (voir infra). Selon les équipes, les dépenses sociales et d'investissement ont également progressé plus rapidement.

L'examen de la deuxième revue du programme par le Conseil d'administration sur la base du rapport préparé par les équipes techniques est prévu courant mars et pourrait conduire au



décaissement de la troisième tranche à hauteur de 450 M USD (1,5 Md USD déjà versés depuis le début du programme).

- **Hausse de l'indice de production industrielle en décembre 2019, après douze mois de recul.** L'indice *Large Scale Manufacturing* (LSM), qui contribue à 10,7 % de la formation de valeur ajoutée, a progressé de 9,7 % en glissement annuel, après -4,6 % un mois plus tôt. Sur le premier semestre 2019/20 (juillet – décembre 2019), l'indice LSM enregistre toutefois une baisse de 3,4 % en glissement annuel, à comparer à -1,8 % un an plus tôt. La production s'affiche en baisse dans de nombreux secteurs (7 sur 15) sur la période considérée : automobile (-36,4 %), produits pharmaceutiques (-6,4 %), sidérurgie (-12,3 %), produits pétroliers (-10,3 %). En outre, l'industrie textile qui compte pour 20,9 % de l'indice continue de stagner (+0,3 %).
- **Réduction du déficit budgétaire à 2,3 % du PIB au premier semestre 2019/20** (du 1^{er} juillet au 31 décembre 2019). Alors qu'il atteignait 2,7 % du PIB au cours du premier semestre 2018/19, le déficit public s'affiche en baisse de 3,4 % en glissement annuel en valeur. Selon les données publiées par le ministère des finances, la balance primaire (hors paiement des intérêts de la dette publique) enregistre quant à elle un solde positif à hauteur de 0,7 % du PIB au S1 2019/20 et respecte largement la cible fixée dans le cadre du programme FMI.

Les recettes, en hausse de 38,9 % en valeur, augmentent à 7,3 % du PIB après 6,1 % un an plus tôt. Les recettes fiscales, en nette progression tant au niveau fédéral que provincial (+18,4 % au total en g.a.), s'établissent à 5,6 % du PIB (+0,2 point de pourcentage par rapport au S1 2018/19). Les recettes non fiscales enregistrent quant à elles une hausse notable de 213,4 % en valeur – notamment en raison de la forte progression des profits de la banque centrale qui représentent près de 60 % du total – et s'établissent à 1,7 % du PIB (contre seulement 0,6 % un an auparavant).

Les dépenses enregistrent, en parallèle, une hausse de 25,9 % en valeur pour atteindre 9,6 % du PIB (+0,9 point de pourcentage par rapport au S1 2018/19). Si les dépenses d'investissement progressent en valeur de 28,1 %, elles demeurent globalement stables en proportion du PIB à seulement 1,1 % (à comparer à 1 % un an auparavant). Les dépenses courantes progressent également de 24,7 % et représentent 8,5 % du PIB (+0,7 point de pourcentage par rapport au S1 2018/19). Au niveau fédéral, le service de la dette et les services de sécurité et de défense comptent pour respectivement 48,6 % et 22,8 % des dépenses courantes, à comparer à 0,2 % et 1,2 % pour les budgets consacrés à la santé et à l'éducation. Le seul service de la dette, en hausse de 46,1 % en glissement annuel, absorbe désormais 56,9 % des recettes fiscales collectées au niveau fédéral.

- **Progression marquée des flux nets d'IDE sur les sept premiers mois de l'exercice 2019/20** (1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020). Les flux nets augmentent de 65,7 % en glissement annuel pour atteindre 1,6 Md USD. Ils ne représentent toutefois que 1 % du PIB sur la période considérée (après 0,5 % du PIB sur la période correspondante de l'exercice précédent). Alors que les flux entrants d'IDE déclinent légèrement et s'affichent à 2 Mds USD (-1,8 % en glissement annuel), cette évolution s'explique principalement par la forte baisse des flux sortants (-58,6 % à 463,9 M USD). Les principaux pays d'origine des investissements directs en flux nets entre juillet 2019 et janvier 2020 sont la Chine (34,1 %), la Norvège (18,4 % du total, en raison du paiement effectué par Telenor pour le renouvellement de sa licence de téléphonie mobile), Malte (8,3 %), Hong Kong (5,8 %), le Royaume-Uni (5 %), et les Etats-Unis (3,2 %). En termes sectoriels, les flux nets d'IDE se concentrent dans les communications (28,6 % du total), l'énergie (25,8 %),



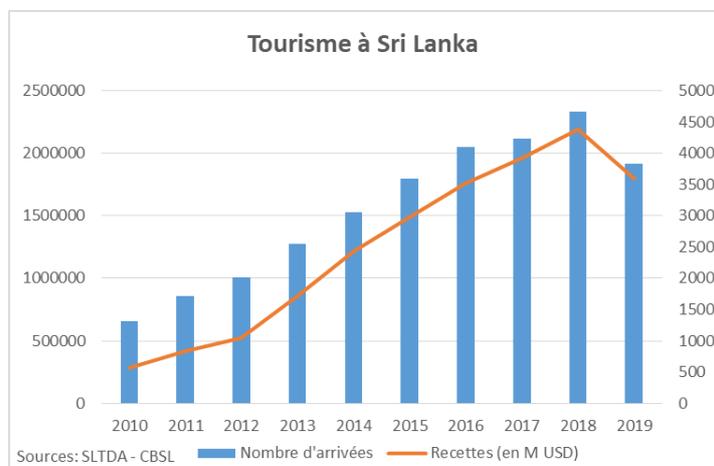
les services financiers (11,4 %), l'exploration pétrolière et gazière (10,1 %) et les machines électriques (8,5 %).

Un solde positif a été enregistré pour les investissements de portefeuille à hauteur de 21,5 M USD au premier semestre 2019/20, à comparer à un solde négatif de 408,9 M USD sur la période considérée un an plus tôt. Les investissements étrangers nets s'élèvent ainsi à 1,6 Md USD.

- **Progression des ventes de ciment sur les sept premiers mois de l'exercice 2019/20** (du 1^{er} juillet au 30 juin 2020). Elles s'affichent en hausse de 7,2 % en glissement annuel à 28,8 millions de tonnes entre juillet 2019 et janvier 2020. Les ventes domestiques de ciment – qui représentent 82 % du total – enregistrent seulement une

SRI LANKA

- **Contraction du déficit commercial en 2019.** Le solde négatif de la balance commerciale sri lankaise est en effet tombée à -8 Mds USD au cours de l'année 2019, contre -10,3 Mds USD lors de la période correspondante en 2018. Les exportations de l'île ont très légèrement progressé en 2019, s'affichant à 11,9 Mds USD (+0,4% par rapport à 2018 en g.a). Elles ont tiré profit de la bonne tenue des ventes de vêtements et textiles, traditionnel premier poste d'exportation du pays (+5,2% en g.a, à 5,6 Mds USD, soit 47% des exportations totales). En revanche, le pays a enregistré une diminution de ses ventes de thé à l'étranger (-5,7% en g.a, à 1,3 Mds USD), qui restent toutefois le second poste à l'export (10,9% du total). L'amélioration de la balance commerciale en 2019 est principalement attribuable au recul significatif des importations (-10,3% comparé à 2018 en g.a, à 19,9 Mds USD). Les achats à l'étranger de pétrole, premier poste d'importation du pays (19,6% du total), ont diminué de -6,3% en g.a, grâce notamment à de moindres importations de pétrole raffiné (-7,9% en g.a). Les importations de véhicules s'affichent en forte baisse (-48,2% en g.a, à 816 M USD), tout comme l'importation d'or, qui opère un plongeon significatif (-99,4%).
- **Baisse de 18% du nombre de touristes à Sri Lanka en 2019.** Sri Lanka a accueilli 1 913 702 touristes en 2019, contre 2 333 796 sur la même période en 2018, soit une baisse de 18%. Les trois premiers marchés pour le pays sont : l'Inde (355 002 ; -16,4 % de croissance), le Royaume-Uni (198 776 ; -21,8%) et la Chine (167 863 ; -36,9%). La France se situe à la 6^{ème} position (87 623 ; -17,7%). Les revenus du tourisme pour l'année 2019 ont baissé de -18%, à -3,6 Mds USD. Ce secteur a souffert des attentats de Pâques mais a montré une reprise progressive au cours de l'année. Alors que le nombre d'arrivées avait chuté de -70,8% en mai, la baisse en glissement annuel n'était plus que de -4,5% en décembre 2019. Le ministère du tourisme sri lankais a fixé un objectif de 4 millions de touristes et 5 Mds USD de recettes pour l'année 2020. Ces objectifs semblent néanmoins ambitieux au vu des conséquences engendrées sur le secteur par le coronavirus (Covid-19). Le nombre d'arrivées pour le mois de janvier 2020 a baissé de -6,5% en glissement annuel (228 434 arrivées). Pour soutenir le secteur, le gouvernement a notamment décidé d'étendre la gratuité du visa d'entrée jusqu'au 30 avril pour les visiteurs originaires de 48 pays, dont la France.



- Investissement de 254 M USD dans le secteur des télécommunications.** Dialog Axiata a annoncé avoir signé deux accords d'investissement dans le secteur des télécommunications portant sur un montant total de 254,1 M USD avec le Bureau des investissements (BOI), l'autorité publique locale en charge de l'approbation des investissements étrangers. Dialog est le premier opérateur téléphonique à Sri Lanka et filiale de la société malaisienne Axiata Group Berhad, présente dans 8 pays asiatiques. Ces investissements serviront notamment à étendre le réseau 4G et à enclencher le développement de la 5G à Sri Lanka. L'entreprise Dialog est le plus important investisseur étranger privé du pays, avec 2,7 Mds USD investis depuis son installation à Sri Lanka en 1994.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa2	Négative	BBB-	Stable	BBB-	Stable	A4	B
Bangladesh	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	D
Pakistan	B3	Négative	B	Positive	B-	Stable	D	D
Sri Lanka	B2	Négative	B+	Négative	B+	Stable	B	B
Maldives	-		B2	Stable	-		D	D

Copyright
Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional

Clause de non-responsabilité
Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Service Économique Régional de New Delhi
2/50-E, Shantipath, Chanakyapuri, New Delhi, Inde

Rédigé par M. Hammouch, T. Gharib, P. Pillon, A. Boitière, P.-H. Lenfant, J. Deur et H. Lafond.

Version du 21/02/2020